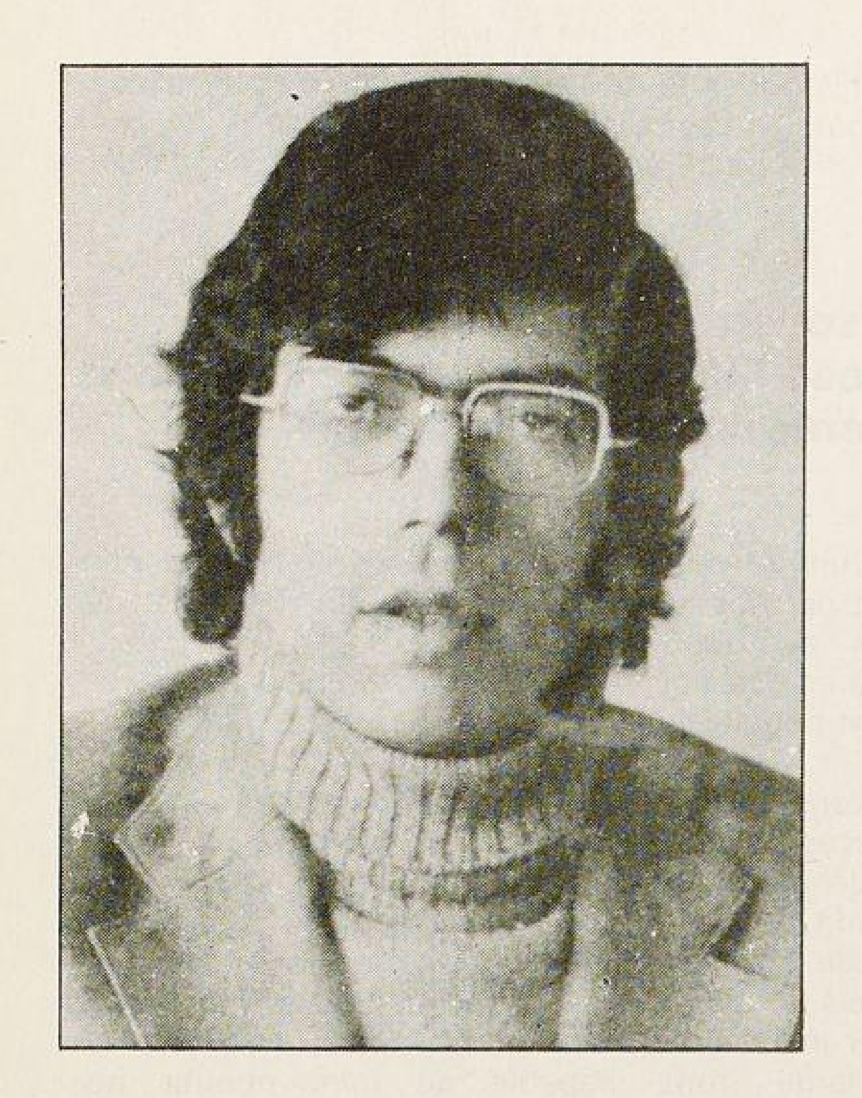


union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

SOMME 1ère circonscription

DEPECKER Jean

Enseignant

Suppléant : CARRÉ René
Ouvrier à la CEMA

Travailleuses, Travailleurs,

A Amiens, comme ailleurs, la crise s'aggrave tous les jours : pour nombre d'entre nous, c'est le chômage total ou partiel : nous sommes près de 45 000 chômeurs dans la région, tandis que les usines comme SOPICO continuent de fermer et de réduire les horaires.

Chômeurs, vieux travailleurs, jeunes, femmes, qui n'êtes même pas comptés parmi les chômeurs, ouvriers de chez Deroufle... qui n'avez que 29 heures de travail, comment continuer à vivre ainsi ? Dans notre région, un travailleur sur deux ne gagne pas 2 200 F !

Travailleurs qu'on épuise à coups de cadences toujours plus intenses et de changements d'équipes, le capitalisme détruit pour nous, tout vrai repos, toute vie normale, toute vie de famille.

Habitants des vieux quartiers d'Amiens, de St Leu, de St Maurice, La Neuville... voilà ce que la bourgeoisie nous impose comme logements après nous avoir exploités : le quart des maisons amiennoises n'ont ni WC intérieur ni douche ! C'est cela le confort que certains vantent tant ?

Et pour nous, habitants d'Etouvie et du Pigeonnier, ce sont les cités dortoirs dont les loyers et les charges ne cessent de grimper, ce sont ces quartiers coupés de toute vie, où on étouffe, où il n'y a rien pour que les ménagères, les jeunes... puissent se retrouver, se distraire, rien que le béton ; des cités où on n'attend que de partir...

Quant aux travailleurs que les cadences et la fatigue des équipes conduisent à la maladie ou à l'accident du travail, reçoivent-ils de vrais soins ? Non, soigner pour le capitalisme, c'est nous préparer à la va-vite, comme dans cette clinique où on opère des yeux une femme malade de l'appareil digestif !

Mais quand il s'agit de nous encadrer et de nous surveiller, de nous réprimer, on y met les moyens nécessaires : rappelons-nous le refus de la hiérarchie militaire du 51e RI de satisfaire les demandes d'enquête des familles des victimes de la catastrophe de Chezy, tandis que continuent les poursuites contre l'actuel comité de soldats.

Rappelons-nous la présence des compagnies de CRS venues «protéger» pendant plus d'un an la fabrication du journal réactionnaire *France-Picardie*...

Cette société capitaliste qui exploite et jette à la rue les travailleurs, qui n'offre aucun avenir à la jeunesse, qui opprime les femmes, nous la refusons et nous la combattons.

Chez Georges, chez Cosserat... les travailleurs ont montré la voie de la lutte : organisés démocratiquement en comité de grève contrôlé par l'assemblée générale, ils ont pris en mains eux-mêmes leur lutte et sa popularisation, reprenant même la production comme chez Everwear, pour assurer leur salaire.

Mais notre région n'est pas la seule à connaître la crise et à lutter.

La crise frappe tout le pays

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'État du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuserons de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes avec le Tiers-Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superspuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assurent réellement le pouvoir, la direction de la société.
C'est pour cela que nous vous appelons à soutenir les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Ces candidats bénéficient du soutien unitaire des marxistes-léninistes.

Votez pour les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Dans la 1ere circonscription de la Somme

Dans notre circonscription, l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne présente la candidature de :

Jean DEPECKER

30 ans, enseignant, originaire du Pas-de-Calais

SUPPLÉANT

René CARRÉ

27 ans, marié, deux enfants. Ouvrier spécialisé à la CEMA. Connaissant l'exploitation capitaliste depuis son enfance, il s'est engagé dans la lutte révolutionnaire au cours des actions menées dans son entreprise.

Imprimerie IPCC Paris